

L'hon. M. Drury: S'il devenait impossible plus tard de remplir certains engagements, je ne crois pas que le député insisterait pour qu'on s'en acquitte.

LE GAZ NATUREL

LA DÉCISION DE L'AUTORITÉ AMÉRICAINE CONCERNANT LE PIPE-LINE—LA NOUVELLE DEMANDE DE «TRANS-CANADA»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): J'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Peut-il nous dire quand l'autorité américaine compétente prendra une décision au sujet de la demande des Grands lacs? Peut-il nous dire aussi quand l'Office national de l'énergie examinera la nouvelle demande présentée, si je comprends bien, par *Trans-Canada Pipe Lines*?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): La réponse à la première question est: j'aimerais bien le savoir moi-même. Et la réponse à la deuxième, le 23 mai.

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

LA RECOMMANDATION DU COMITÉ ET L'ÉTABLISSEMENT D'UN OFFICE FÉDÉRAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New Westminster): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Industrie? Le gouvernement songe-t-il à donner suite à la recommandation du comité de la justice et des questions juridiques en vue d'établir un office fédéral chargé de s'occuper de toutes questions relatives à la sécurité routière?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Je n'ai pas eu le loisir d'étudier la question, mais je m'en occuperai aussitôt que possible.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'OPPORTUNITÉ D'UNE ENQUÊTE SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Vu les pressions croissantes exercées auprès des députés en vue d'obtenir une enquête sur la protection des animaux, le premier ministre voudrait-il nous dire quand le gouvernement se propose d'attribuer cette tâche à un comité parlementaire?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je crains de ne pouvoir répondre à cette question. Je l'examinerai volontiers.

STEVEN TRUSCOTT—LES CONSTATATIONS DE LA COUR SUPRÊME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au solliciteur général. La décision de la Cour suprême du Canada au sujet de l'affaire Steven Truscott sera-t-elle annoncée cette semaine et, si oui, le ministre sait-il quel jour elle le sera?

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): Je dois me contenter de dire qu'à l'instar du député, j'espère que nous recevrons sous peu ce jugement.

HAL BANKS—LA POSSIBILITÉ DE POURSUITES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): J'aimerais poser une question au ministre de la Justice. Le ministre aurait-il d'autres renseignements à donner à la Chambre relativement à la question que je lui ai posée le 14 avril quant à savoir si l'on accusera Harold Chamberlain Banks de parjure en vertu du Code criminel ou non?

L'hon. P.-E. Trudeau (ministre de la Justice): Oui, je puis répondre à cette question et, ce faisant, je répondrai également à une question posée l'autre jour par le député de Grey-Bruce. La question a été déferée au procureur provincial de la région, M. John Cassels, qui, je crois, a consulté à son tour ses supérieurs au ministère du procureur général à Toronto. C'est de là que les fonctionnaires chargés de l'enquête reçoivent leurs directives. Dans les circonstances, à mon avis, toute déclaration au sujet de poursuites possibles devrait émaner des autorités provinciales.

L'AGRICULTURE

L'OPPORTUNITÉ D'UNE SUBVENTION AU LAIT NATURE EXCÉDENTAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Olson (Medicine Hat): J'aimerais poser au ministre de l'Agriculture la même question que j'ai posée mercredi dernier au ministre suppléant. Ce dernier avait promis de la signaler au ministre à son retour à la Chambre. Le gouvernement compte-t-il donner suite à la demande en vue de rétablir le lait nature dans le programme de subventions aux producteurs laitiers?